

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 13 juin 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une subvention à une personne de droit privé pour des travaux de conservation exécutés à un bien classé", a donné le 19 juillet 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantie-kamer, op 13 juni 2000 door de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor het toekennen van een subsidie aan een privaatrechtelijk rechtspersoon voor aan een beschermd goed uitgevoerde werken tot behoud", heeft op 19 juli 2000 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. L'arrêté en projet manque de précision à propos d'un certain nombre de points importants.

Tel qu'il est rédigé, le texte à l'examen ne permet pas de déterminer avec certitude à quel moment les demandes de subvention doivent être introduites.

De manière plus générale, le texte reste en défaut de faire apparaître de manière claire les phases d'octroi de subvention :

- 1° l'introduction de la demande;
- 2° l'exécution des travaux qui bénéficient d'une subvention;
- 3° la phase postérieure à l'exécution de ceux-ci.

Il convient de préciser les obligations du demandeur ou du bénéficiaire de la subvention qui correspondent chacune à ces trois phases.

Des questions se posent aussi à propos de la détermination de l'autorité compétente pour statuer sur les demandes de subvention. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet impliquent qu'il s'agit du Gouvernement (1). Or, en vertu de l'article 5, n, second tiret, de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 4 juillet

(1) Voir la phrase introductive de l'article 4, § 1er; l'article 4, § 2; la première phrase de l'article 7, § 1er; et l'article 7, § 3.

1991 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes de l'Exécutif, le ministre qui a les monuments et les sites dans ses attributions est chargé de l'"attribution de subsides relatifs aux travaux d'entretien, de consolidation ou de restauration aux monuments ou édifices classés pour autant que ces subsides ne dépassent pas 5.000.000 de francs". On relève aussi que, sur une question à examiner lors de l'instruction d'une demande de subvention - en l'occurrence, l'appréciation du caractère suffisant de l'assurance souscrite contre les dégâts causés au bien classé -, c'est au ministre que l'arrêté en projet donne le pouvoir de décision (1). Compte tenu de ces diverses dispositions, on n'aperçoit pas quelle est la logique du régime envisagé en ce qui concerne la détermination de l'autorité compétente pour connaître des demandes de subvention.

Se pose encore la question si, lorsque l'autorité est saisie d'une demande de subvention remplissant les conditions prévues par l'arrêté en projet et que des crédits budgétaires sont disponibles, cette autorité est tenue d'accorder la subvention. L'expression "peut accorder une subvention", qui figure dans la phrase introductive de l'article 4, § 1er, est de nature à laisser entendre que tel n'est pas le cas. Que telle soit ou non l'intention de l'auteur du projet, il faut que celle-ci soit précisée et que le Gouvernement détermine les critères objectifs sur la base desquels l'autorité pourrait refuser d'accorder la subvention pour prévenir des recours qui seraient fondés sur la violation du principe d'égalité.

(1) Voir l'article 6, 8°.

2. L'arrêté en projet établit un lien étroit entre, d'une part, les règles d'octroi de subventions pour l'exécution de travaux de conservation d'un bien classé et, d'autre part, les dispositions concernant l'autorisation requise, en vertu de l'article 27, § 2, de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier, pour exécuter certains travaux à un bien classé - en particulier les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 9 novembre 1993 relatif aux demandes d'autorisation d'exécuter des travaux à un bien relevant du patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé.

Ainsi, il résulte de l'article 1er, 5°, de l'arrêté en projet que le bénéficiaire d'une subvention doit être titulaire d'une autorisation délivrée en application de l'arrêté du 9 novembre 1993; l'article 6, 1°, prévoit, quant à lui, que, "pour entrer en ligne de compte pour obtenir une subvention, le bénéficiaire" est tenu d'"obtenir l'autorisation du Gouvernement visée à l'article 27, § 2, de l'ordonnance (du 4 mars 1993)".

On relève aussi qu'en vertu de l'article 3 de l'arrêté en projet, la procédure d'octroi de la subvention est régie par les articles 4 à 6 de l'arrêté du 9 novembre 1993.

.../...

Or, comme la section de législation du Conseil d'Etat l'a déjà indiqué (1), l'article 27, § 2, de l'ordonnance du 4 mars 1993 n'impose l'obtention d'une autorisation que pour certains des travaux pouvant donner lieu à l'octroi d'une subvention (2). Aucune disposition de l'ordonnance ne permet au Gouvernement d'étendre la liste des travaux pour lesquels une autorisation est requise. En particulier, les articles 32 et 33 de l'ordonnance du 4 mars 1993 qui chargent le Gouvernement de fixer les conditions d'octroi de subventions pour des travaux de conservation d'un bien classé ne l'habilitent nullement à soumettre à autorisation des travaux qui n'entrent pas dans les catégories mentionnées à l'article 27, § 2.

En outre, en ce qui concerne les travaux soumis à autorisation en vertu de l'article 27, § 2, de l'ordonnance, il convient d'éviter toute confusion entre la procédure d'autorisation et celle qui régit l'octroi de subventions.

Ainsi, l'article 3 du projet d'arrêté s'expose sur ce point à critique, en ce qu'il prévoit que la procédure d'octroi de la subvention n'est, en réalité, rien d'autre que la procédure d'octroi de l'autorisation.

(1) Voir l'avis n° L. 25.066/2, donné le 12 avril 1996 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 30 mai 1996 fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une subvention à une personne de droit privé pour des travaux de conservation entrepris à un bien classé.

(2) Il y a spécialement lieu de souligner, à cet égard, que tous les travaux d'entretien que mentionne l'article 4, § 1er, 2°, de l'arrêté en projet n'entrent pas dans les catégories de travaux soumis à autorisation en vertu de cette disposition de l'ordonnance du 4 mars 1993.

3. L'arrêté en projet ne règle l'octroi de subventions pour des travaux de conservation d'un bien classé que si ceux-ci sont exécutés par une personne de droit privé.

Or, les articles 32 et 33 de l'ordonnance du 4 mars 1993, qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet, ne réservent pas aux personnes de droit privé le bénéfice des subventions qu'ils envisagent.

Ces dispositions de l'ordonnance ont également vocation à s'appliquer aux travaux exécutés par des personnes de droit public (1).

Il appartient donc au Gouvernement de déterminer les conditions et les modalités d'octroi de subventions aux personnes de droit public qui exécutent des travaux de conservation d'un bien classé.

(1) Par le passé, il a pu être fait application de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders ou de wateringues, afin de subventionner l'exécution, par ces personnes de droit public, de travaux à des biens classés. L'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public a, toutefois, abrogé cet arrêté. En outre, les travaux et études qui peuvent être subventionnés en vertu de l'ordonnance du 4 mars 1993 ne le sont pas sur la base de l'ordonnance du 16 juillet 1998 (voir l'article 20 de cette dernière).

Examen du projet

Intitulé

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 4 doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif

Article 1er

Le 2° est de nature à entretenir la confusion entre l'arrêté en projet et celui du 9 novembre 1993 (1).

Mieux vaut donc omettre le 2°.

(1) Voir à ce sujet l'observation générale n° 2.

Si le texte définitif devait mentionner plusieurs fois l'arrêté du 9 novembre 1993, il conviendra, la première fois, de le citer de manière complète et, par la suite, d'écrire : "l'arrêté précité du 9 novembre 1993".

Le texte néerlandais du 3° doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2

La disposition reste en défaut de mentionner les éléments essentiels des dossiers de demandes de subventions.

Article 4

1. Le texte néerlandais du 2°, k), du paragraphe 1er doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du 3°, c), du paragraphe 1er doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Comme l'ont confirmé les délégués du Gouvernement, le paragraphe 2 ne formule pas de règle nouvelle par rapport au paragraphe 1er.

Mieux vaut donc l'omettre.

.../...

Article 5

La disposition en projet fait référence à l'hypothèse où il a été fait application de "la clause A.07 prévue dans les dispositions relatives à l'affectation du sol du plan régional de développement approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 3 mars 1995".

Cette "clause" n'est plus en vigueur.

En effet, elle fait partie des prescriptions urbanistiques littérales de la carte réglementaire de l'affectation du sol du plan régional de développement, lesquelles prescriptions ont été abrogées par l'ordonnance du 16 juillet 1998 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme. L'ordonnance du 16 juillet 1998 est entrée en vigueur, sur ce point, le jour même de son adoption.

La disposition en projet sera revue en tenant compte de cette observation.

Article 6

1. Dans la phrase introductive, il y a une discordance entre la version française qui précise que "le bénéficiaire doit souscrire aux obligations suivantes" et le texte néerlandais qui utilise les mots "moet de begunstigde de volgende verplichtingen naleven".

.../...

Dès lors, le texte de la version française serait mieux introduit comme suit :

"Le demandeur ou le bénéficiaire des subventions est tenu de respecter ...".

2. Le 6° est inutile. Il doit être omis. Pour le surplus, il est fait référence à l'observation générale n° 1.

Article 7

1. En ce qui concerne le paragraphe 1er, alinéa 2, il résulte des explications des délégués que le pouvoir du Gouvernement de "fixer un montant maximum admissible par type de travaux" consiste en un pouvoir réglementaire, et non pas en un pouvoir à exercer au cas par cas, à l'occasion de l'examen de chaque demande de subvention.

Cette disposition se borne ainsi à annoncer l'adoption d'un arrêté réglementaire du Gouvernement. Une telle disposition est inutile et doit être omise.

Mieux vaut écrire, dans l'arrêté, sous la forme d'une annexe, la règle annoncée dans l'article 7, § 1er, alinéa 2, ou encore déléguer ce pouvoir au ministre.

.../...

2. N'y a-t-il pas lieu d'appliquer à d'autres subventions - telle la prime à l'embellissement des façades prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 25 juin 2000 - la règle que formule le paragraphe 1er, alinéa 3 ?

3. Au paragraphe 2, alinéa 3, il faut écrire :

"... sur le bien qu'elle occupe et dont les revenus ...".

4. Au paragraphe 3, le texte en projet doit déterminer les critères qui sont susceptibles de justifier l'augmentation du taux de la subvention.

En outre, compte tenu des explications des délégués du Gouvernement, il y a lieu de remplacer les termes "§ 2, al. 1er" par les mots "§ 2, alinéa 1er ou alinéa 2,".

Enfin, le texte néerlandais dudit paragraphe doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 11 et 12

1. L'article 11 et l'article 12, 1° et 2°, font double emploi avec les articles 55 et 57 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, lesquels s'appliquent à la Région de Bruxelles-capitale en vertu de l'article 71,

.../...

§ 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Ces dispositions doivent donc être omises.

2. Le 3° et le 4° de l'article 12 gagneraient à être complétés par une disposition prévoyant l'obligation, pour le bénéficiaire de la subvention, d'avertir la Région de Bruxelles-capitale dans les hypothèses qu'indique le texte.

Observations au sujet du texte néerlandais du projet

Du point de vue de la correction de la langue et de la légistique, le texte néerlandais du projet doit être mieux rédigé. A ce sujet, il est renvoyé aux observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerkingen

1. Het ontworpen besluit is op een aantal belangrijke punten niet duidelijk genoeg.

Uit de tekst van het ontworpen besluit kan niet met zekerheid worden opgemaakt wanneer de subsidieaanvragen moeten worden ingediend.

Meer in het algemeen komt in de tekst niet duidelijk tot uiting welke fasen bij de toekenning van de subsidie worden onderscheiden :

- 1° het indienen van de aanvraag;
- 2° het uitvoeren van de werkzaamheden die in aanmerking komen voor subsidie;
- 3° de fase na het uitvoeren ervan.

Er moet worden gepreciseerd welke verplichtingen de aanvrager of de begunstigde van de subsidie in elk van die drie fasen moet nakomen.

Voorts rijst de vraag welke overheid bevoegd is om over de subsidieaanvragen te beslissen. Verschillende bepalingen van het ontworpen besluit houden in dat de Regering daartoe bevoegd is (1). Krachtens artikel 5, n, tweede streepje, van het besluit van de Brusselse Hoofd-

(1) Zie de inleidende zin van artikel 4, § 1; artikel 4, § 2; de eerste zin van artikel 7, § 1, en artikel 7, § 3.

stedelijke Executieve van 4 juli 1991 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, is evenwel de minister die bevoegd is voor monumenten en landschappen belast met de "toekenning van toelagen voor het uitvoeren van onderhouds-, verstevigings- of restauratiewerken aan de gerangschikte monumenten of gebouwen, voor zover deze toelagen geen 5.000.000 frank overschrijden". Ook valt op te merken dat in verband met een aangelegenheid die bij het onderzoeken van een subsidieaanvraag moet worden nagegaan, in casu de vraag of het beschermde goed voldoende tegen schade verzekerd is, volgens het ontworpen besluit de minister de beslissingsbevoegdheid heeft (1). Gelet op die verschillende bepalingen is het niet duidelijk wat de logica is van de uitgewerkte regeling wanneer het erom gaat de overheid aan te wijzen die bevoegd is om over subsidieaanvragen te beslissen.

Bovendien is het de vraag of de overheid de subsidie moet toekennen wanneer de bij haar ingediende subsidieaanvraag aan de in het ontworpen besluit gestelde voorwaarden voldoet en er begrotingskredieten beschikbaar zijn. De woorden "kan ... een subsidie toekennen" in de inleidende zin van artikel 4, § 1, doen vermoeden dat zulks niet het geval is. Ongeacht de vraag of zulks al dan niet de bedoeling van de steller van het ontwerp is, moet zijn bedoeling worden verduidelijkt en moet de Regering bepalen op basis van welke objectieve criteria de overheid de subsidie kan weigeren, zodat beroepen op grond van schending van het gelijkheidsbeginsel worden voorkomen.

(1) Zie artikel 6, 8°.

2. Het ontworpen besluit legt een nauw verband tussen enerzijds de regels voor het toekennen van subsidies voor het uitvoeren van werkzaamheden voor het behoud van een beschermd goed en anderzijds de bepalingen betreffende de vergunning die voor het uitvoeren van sommige werkzaamheden aan een beschermd goed vereist worden bij artikel 27, § 2, van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerende erfgoed - inzonderheid de bepalingen van het besluit van 9 november 1993 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de aanvragen om vergunning voor het uitvoeren van werkzaamheden aan een goed dat behoort tot het op de bewaarlijst ingeschreven of beschermde onroerende erfgoed.

Zo blijkt uit artikel 1, 5°, van het ontworpen besluit dat de begunstigde van een subsidie houder moet zijn van een vergunning die krachtens het besluit van 9 november 1993 is afgegeven; bovendien bepaalt artikel 6, 1°, dat "om in aanmerking te komen voor een subsidie" de begunstigde "de vergunning (moet) verkrijgen van de Regering zoals bepaald in artikel 27, § 2, van de ordonnantie (van 4 maart 1993)".

Ook valt op te merken dat de procedure tot toekenning van de subsidie, krachtens artikel 3 van het ontworpen besluit wordt bepaald bij de artikelen 4 tot 6 van het besluit van 9 november 1993.

.../...

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State evenwel reeds heeft opgemerkt (1), is volgens artikel 27, § 2, van de ordonnantie van 4 maart 1993 alleen een vergunning vereist voor wel bepaalde werkzaamheden die aanleiding kunnen geven tot het toekennen van een subsidie (2). Geen enkele bepaling van de ordonnantie machtigt de Regering om de lijst van de werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, uit te breiden. In het bijzonder de artikelen 32 en 33 van de ordonnantie van 4 maart 1993, die de Regering belasten met het bepalen van de voorwaarden voor het toekennen van subsidies voor werkzaamheden tot behoud van een beschermd goed, machtigen haar helemaal niet om een vergunning te eisen voor werkzaamheden die niet tot de in artikel 27, § 2, vermelde categorieën behoren.

Wat de werkzaamheden betreft waarvoor krachtens artikel 27, § 2, van de ordonnantie een vergunning vereist is, moet daarenboven alle verwarring van de vergunningsprocedure met die voor het toekennen van subsidies worden voorkomen.

-
- (1) Zie advies nr. L. 25.066/2 van 12 april 1996 over het ontwerp van het latere besluit van 30 mei 1996 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor het toekennen van een subsidie aan een privaatrechtelijk rechtspersoon voor aan een beschermd goed uitgevoerde werken tot behoud.
- (2) In dat verband moet in het bijzonder worden onderstreept dat geen enkele onderhoudswerkzaamheid vermeld in artikel 4, § 1, 2°, van het ontworpen besluit tot de categorieën van werkzaamheden behoort waarvoor krachtens die bepaling van de ordonnantie van 4 maart 1993 een vergunning vereist is.

.../...

Zo is artikel 3 van het ontwerpbesluit op dat punt vatbaar voor kritiek, daar het bepaalt dat de procedure voor het toekennen van de subsidie in werkelijkheid samenvalt met de procedure voor het toekennen van de vergunning.

3. In het ontworpen besluit wordt de toekenning van subsidies alleen geregeld voor werkzaamheden tot behoud van een beschermd goed die door een privaatrechtelijk rechtspersoon worden uitgevoerd.

De artikelen 32 en 33 van de ordonnantie van 4 maart 1993, die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen, bepalen evenwel niet dat de bedoelde subsidies alleen voor privaatrechtelijke rechtspersonen bestemd zijn.

Deze bepalingen van de ordonnantie gelden ook voor werkzaamheden die door publiekrechtelijke rechtspersonen worden uitgevoerd (1).

-
- (1) In het verleden kon gebruik gemaakt worden van het besluit van 2 juli 1949 van de Regent betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken, en verenigingen van Polders of van wateringen om subsidie toe te kennen voor werkzaamheden aan beschermde goederen die door die publiekrechtelijke rechtspersonen werden uitgevoerd. Dat besluit is evenwel opgeheven bij de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen. De werkzaamheden en studies die krachtens de ordonnantie van 4 maart 1993 in aanmerking komen voor subsidie, komen daar op basis van de ordonnantie van 16 juli 1998 niet voor in aanmerking (zie artikel 20 van laatstgenoemde ordonnantie).

.../...

De Regering moet dus de voorwaarden en de nadere regels bepalen voor het toekennen van subsidies aan publiek-rechtelijke rechtspersonen die werkzaamheden voor het behoud van een beschermd goed uitvoeren.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Onder uitdrukkelijk voorbehoud van de algemene opmerking nr. 3, schrijve men : "... voor het toekennen van een subsidie aan privaatrechtelijke rechtspersonen voor werkzaamheden tot behoud uitgevoerd aan een beschermd goed."

Aanhef

1. In het eerste lid, in fine, schrijve men :

"inzonderheid op de artikelen ...".

2. In het vierde lid schrijve men :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 april 2000;".

.../...

Dispositief

Artikel 1

Onderdeel 2° kan verwarring laten bestaan tussen het ontworpen besluit en dat van 9 november 1993 (1).

Onderdeel 2° zou dus beter vervallen.

Als het besluit van 9 november 1993 verschillende malen in de definitieve tekst voorkomt, moet het de eerste keer volledig worden geciteerd en moet daarna worden geschreven : "het voornoemde besluit van 9 november 1993".

In onderdeel 3° schrijve men :

"... het complex of het gebouw dat deel uitmaakt van een complex ...".

Artikel 2

In de bepaling wordt niet vermeld welke essentiële gegevens de dossiers over subsidieaanvragen moeten bevatten.

Artikel 4

1. In onderdeel 2°, k), van paragraaf 1 schrijve men :

(1) Zie in dat verband de algemene opmerking nr. 2.

"... extra kosten ... de verzorgen die genomen moeten worden ... basisinstallatie in aanmerking worden genomen ...".

In onderdeel 3°, c), van paragraaf 1 schrijve men :

"... tastbaar materiaal of afbeeldingen voorhanden zijn ... leemte aan te vullen;".

2. Zoals de gemachtigden van de Regering hebben bevestigd, bevat paragraaf 2 geen regel die nieuw is ten opzichte van paragraaf 1.

Paragraaf 2 zou dus beter vervallen.

Artikel 5

De ontworpen bepaling heeft betrekking op het geval dat gebruik is gemaakt van "de clause A.07 zoals voorzien in de bepalingen met betrekking tot de grondbestemming van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan goedgekeurd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 maart 1995".

Die "clause" is niet meer van kracht.

Ze maakt immers deel uit van de stedenbouwkundige tekstvoorschriften van de verordenende kaart van de bodembestemming van het gewestelijk ontwikkelingsplan, die zijn opgeheven bij de ordonnantie van 16 juli 1998 tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw. De ordonnantie van 16 juli

.../...

1998 is op dat punt in werking getreden op de dag dat de ordonnantie is goedgekeurd.

De ontworpen bepaling moet op basis van deze opmerking worden herzien.

Artikel 6

1. In de inleidende zin is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse versie, waarin staat : "le bénéficiaire doit souscrire aux obligations suivantes" en de Nederlandse versie, waarin de woorden "moet de begunstigde de volgende verplichtingen naleven", worden gebruikt.

De tekst van de Nederlandse versie zou dus beter als volgt gesteld worden :

"De aanvrager of begunstigde van subsidies moet de volgende verplichtingen nakomen : ...".

2. Onderdeel 6° is overbodig. Het moet vervallen. Voor het overige wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 1.

Artikel 7

1. In verband met paragraaf 1, tweede lid, blijkt uit de uitleg van de gemachtigden dat de bevoegdheid van de Regering om "een maximumbedrag voor elk type van werken vast te leggen", een verordeningsbevoegdheid is en geen bevoegd-

.../...

heid die geval voor geval moet worden uitgeoefend bij het onderzoeken van elke subsidieaanvraag.

In deze bepaling wordt dus alleen in uitzicht gesteld dat de Regering een verordeningbesluit zal uitvaardigen. Zulk een bepaling is overbodig en moet vervallen.

Het zou beter zijn de regel aangekondigd in artikel 7, § 1, tweede lid, in een bijlage van het besluit op te nemen of die bevoegdheid aan de minister over te dragen.

2. Behoort de regel gegeven in paragraaf 1, derde lid, niet te worden toegepast op andere subsidies - zoals de premie voor de verfraaiing van gevels, genoemd in het besluit van 25 juni 2000 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ?

3. In paragraaf 2, derde lid, schrijve men :

"De percentages genoemd in de voorgaande leden nemen toe ... een natuurlijk persoon ... van het goed dat hij bewoont en zijn inkomen minder dan ... bedraagt ... (voorts zoals in het ontwerp)".

4. Wat paragraaf 3 betreft, moet in de ontworpen tekst worden bepaald op basis van welke criteria het subsidiepercentage mag worden verhoogd.

Gelet op de uitleg van de gemachtigden van de Regering moeten de woorden "§ 2, al. 1" bovendien vervangen worden door de woorden "§ 2, eerste lid of tweede lid,".

.../...

Ten slotte wordt erop gewezen dat de percentages niet bedoeld zijn, maar genoemd worden.

Artikelen 11 en 12

1. Artikel 11 en artikel 12, 1° en 2°, overlappen de artikelen 55 en 57 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, die krachtens artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten van toepassing zijn op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze bepalingen moeten dus vervallen.

2. De onderdelen 3° en 4° van artikel 12 zouden moeten worden aangevuld met een bepaling waarin staat dat de begunstigde van de subsidie het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op de hoogte moet brengen in de gevallen die in die onderdelen worden vermeld.

Opmerkingen over de Nederlandse tekst van het ontwerp

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou uit een oogpunt van taalgebruik en wetgevingstechniek correcter gesteld moeten worden. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte algemene opmerkingen en ongerekend de aanmerkingen die over de Nederlandse tekst al gemaakt zijn in het corpus van het advies, worden ten overvloede en bij wijze van voorbeeld de volgende tekstvoorstellen gedaan :

.../...

Hoofdstuk II

Men schrijve : "VERPLICHTINGEN VAN DE BEGUNSTIGDE".

Artikel 6

In onderdeel 7° schrijve men : "laten uitvoeren" in plaats van "doen uitvoeren" en in onderdeel 8° "het beschermde goed" in plaats van "het beschermd goed".

Artikel 8

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 8. De gemeente ... kan bijdragen in de kosten ... ten belope van maximaal 15 % van ... uitgaven".

Artikel 9

Men schrijve : "De subsidie wordt uitbetaald aan de begunstigde of wanneer de begunstigde erom verzoekt, aan de aannemer, nadat de Dienst de facturen ... heeft ontvangen en hij vastgesteld heeft dat de ... uitgevoerd zijn ... voorwaarden ...

Het saldo wordt uitbetaald ... uitgevoerd zijn met inachtneming van ... voorwaarden.".

.../...

Artikel 12

Er behoort te worden geschreven :

"Art. 12. De begunstigde van de subsidie is ertoe gehouden ... toegekend is, ... Gewest :

1° wanneer binnen vijf jaar na de uitbetaling ... de begunstigde van de in artikel 7, § 2, genoemde verhoogde tegemoetkoming ...;

2° wanneer de begunstigde ... binnen vijf jaar verkoopt en ... bedragen. ... Terugbetaling geschiedt ... meerwaarde.

De minister bevoegd voor Monumenten en landschappen bepaalt de nadere regels voor het toepassen van deze bepaling."

Artikel 15

Overeenkomstig de "Wetgevingstechniek, Aanbevelingen en Formules", behoort te worden geschreven :

"Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRPATRICK,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. JADOT, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée par M. P. BROUWERS,
référéndaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. JADOT, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld door de
H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN, président de
chambre.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN, kamer-
voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS